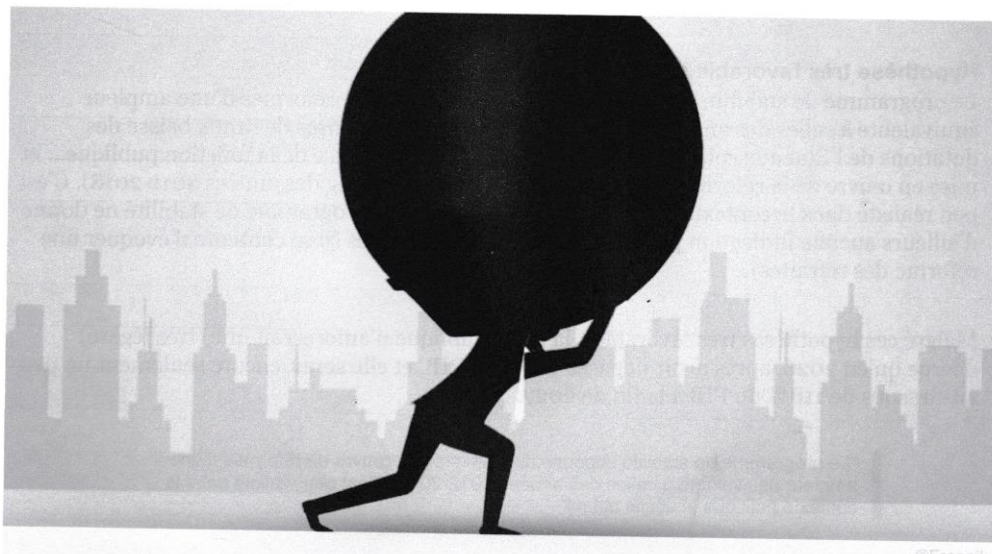


Sisyphé à Bercy

Peu d'espoir de voir le poids de la dette se réduire

Même avec des réformes d'une certaine ampleur, le programme de stabilité pluriannuel prévoit une dette publique à 118 % du PIB en 2027, contre 116 % en 2020



©Freepik



Mécomptes publics, François Ecalle

Le gouvernement a publié début avril le programme de stabilité pour les années 2021 à 2027 qu'il doit transmettre à la Commission européenne avant la fin du mois. Il prévoit notamment un déficit public égal à 2,8 % du PIB et une dette publique égale à 118 % du PIB à la fin de 2027 (contre 116 % à la fin de 2020).

Selon le Haut Conseil des finances publiques, les prévisions de croissance du PIB pour 2021 et 2022 sont cohérentes avec l'évolution de la situation sanitaire attendue par le gouvernement et sont plausibles. Elles sont en revanche optimistes pour ce qui concerne les années 2023 à 2027.

La croissance du produit des prélèvements obligatoires est compatible avec le scénario macroéconomique, peut-être seulement un peu trop forte, et avec les mesures fiscales

votées (baisse des impôts sur la production par exemple).

■ "Selon le Haut Conseil des finances publiques, les prévisions de croissance du PIB sont optimistes pour ce qui concerne les années 2023 à 2027"

Hors mesures d'urgence et de relance, la croissance en volume des dépenses publiques (hors crédits d'impôts) a été de 1,3 % en 2020 et serait de 2,1 % en 2021, de 1,1 % en 2022, puis de 0,7 % en moyenne annuelle sur la période 2023-2027, soit de 1,0 % en moyenne sur l'ensemble des années 2021-2027. Or elle a été de 2,1 % en moyenne annuelle dans les années 2001 à 2008 puis ramenée à 0,8 % en moyenne annuelle dans les années 2012 à 2019.

Hypothèse très favorable sur les réformes

Le programme de stabilité suppose donc la mise en œuvre de réformes d'une ampleur équivalente à celles des années 2012-2019 (freinage des dépenses de santé, baisse des dotations de l'État aux collectivités locales, gel du point d'indice de la fonction publique... et mise en œuvre de la réforme des retraites de 2010 tout au long des années 2011-2018). C'est peu réaliste dans le contexte politique et social actuel et le programme de stabilité ne donne d'ailleurs aucune indication précise sur les réformes prévues (il se contente d'évoquer une réforme des retraites).

Malgré ces hypothèses très favorables, la dette publique n'amorcerait une (très légère) décroissance qu'en 2026, après avoir dépassé 118 % du PIB, et elle serait encore seulement un peu au-dessous de 118 % du PIB à la fin de 2027.

■ "Le programme de stabilité suppose donc la mise en œuvre de réformes d'une ampleur équivalente à celles des années 2012-2019. C'est peu réaliste dans le contexte politique et social actuel"

Si les taux de croissance du PIB et des dépenses publiques prévus par le ministère des Finances pour 2025-2027 (respectivement 1,4 % et 0,7 % en volume), et donc le rythme des réformes, étaient maintenus indéfiniment, la dette publique ne repasserait au-dessous de 100 % du PIB qu'en 2036.

Si le taux de croissance des dépenses publiques était plus élevé et, par exemple, égal à celui du PIB (1,4 % en volume) à partir de 2028, et si ces taux restaient indéfiniment les mêmes, la dette publique serait encore égale à 102 % du PIB en 2070.

Le site www.fipeco.fr développe les analyses de François Ecalle.

A lire également

[Mécomptes publics - la chronique de François Ecalle](#)

Publié le 28/04/2021